

concilier cela avec ses propos sur la nouvelle réduction des dépenses publiques. S'il croit que l'économie n'est pas surchauffée, il fera sienne, j'en suis sûr, la proposition que je fais au ministre et à la Chambre: On s'arrange pour pouvoir injecter plus de combustible sous la bouilloire économique, encourager et stimuler les investissements, accroître la masse monétaire et financer des placements croissants dans la production de marchandises et des services.

Je me demande si le ministre des Finances lui-même, avec ses idées bizarres, contesterait cette affirmation. Cet après-midi, à la Chambre, il a fait rapport de façon fort étrange et fort mystérieuse, ce qui montre qu'il ne s'est pas encore rendu compte qu'il s'occupe des apparences au lieu de la réalité. Il nous a présenté le résultat des ententes conclues avec les gouvernements des États-Unis, de l'Allemagne de l'Ouest et de l'Italie. Ce fut une déclaration assez mystérieuse. Le ministre nous a dit qu'à Washington, il s'est entretenu avec le secrétaire au Trésor pour savoir comment le Canada sera soumis aux mesures prises par les États-Unis au sujet de leur balance des paiements. Il en résulte, d'après l'assurance que nous en donne le ministre, que le Canada n'est plus maintenant soumis aux mesures que prennent les États-Unis, dans le cadre de leur plan de raffermissement de la balance des paiements, pour restreindre les sorties de capitaux de leur pays. Dans sa déclaration, le ministre a dit:

Il s'agit précisément des mesures concernant les investissements directs appliquées par le Département du commerce, ainsi que des programmes appliqués par le Federal Reserve System. Notre exemption de la taxe d'égalisation d'intérêts sur les nouvelles émissions demeure intacte.

J'insiste sur les mots suivants:

En étant exclus de ces importants programmes américains, nous atteignons un objectif que nous poursuivions depuis longtemps.

Et maintenant voici le bouquet:

En outre, notre liberté d'action ne s'en trouve aucunement compromise.

Peut-être est-ce exact au sens formel du mot, car comme nous avons perdu toute liberté d'action sous le gouvernement actuel, nous pourrions difficilement la voir compromise davantage.

• (9.40 p.m.)

Cela prouve encore une fois que le gouvernement est convaincu—c'est même devenu une obsession—que l'expansion de l'économie

[M. Cameron (Nanaimo-Cowichan-Les Îles).]

canadienne dépend de l'apport continu de capitaux étrangers. J'estime, monsieur le président, et je le signale au ministre des Finances, que la grande victoire qu'il a remportée à Washington n'en est pas vraiment une, parce que le rapport de la Banque du Canada sur notre balance internationale des paiements, qui indique les mouvements de capitaux au cours des trois premiers trimestres de 1967, démontre qu'en réalité toute entrée importante de fonds venant des États-Unis s'accompagne d'une sortie équivalente de fonds. Le ministre refuse de voir cet aspect du problème. Il semble d'avis, comme je le lui ai déjà signalé, qu'il a fait son devoir s'il implore les autorités américaines de ne pas fermer le robinet même si, de son côté, il enlève la bonde de la baignoire. C'est un autre exemple de cette façon d'agir.

Le ministre est revenu de Washington, nous disant qu'il avait remporté une grande victoire: il avait ouvert la voie à des entrées massives de capitaux au Canada. La vérité, c'est qu'il y a présentement des sorties massives de capitaux du Canada, et cela a commencé bien avant les directives du président des États-Unis. Le ministre des Finances sait, j'en suis sûr, que bien des sociétés expédiaient une plus grande partie de leurs gains non répartis que ne l'exigeaient les directives. Pourquoi? Je ne crois pas que ce soit par patriotisme, en tant que citoyens américains, car, que je sache, les capitalistes américains, pas plus que les capitalistes canadiens, n'aiment se faire dicter leurs actions par le patriotisme. A mon avis, ils ont décidé que le Canada n'est plus un marché très important ou favorable pour leurs placements. Nous comprenons sans peine pourquoi; en effet, le gros de cette entrée de capitaux est allé dans les industries des ressources qui ont déjà tellement trop de capitaux disponibles qu'une plus grande expansion n'est guère possible.

Je n'ai qu'à mentionner l'industrie pétrolière de l'Alberta et l'industrie des pâtes et papier de ma propre province. Toutes les deux souffrent non pas d'une insuffisance mais d'un excédent de capitaux. Résultat: leurs coûts sont inutilement élevés. Quoi qu'il en soit, cela fait partie de la philosophie traditionnelle du gouvernement actuel et selon laquelle le Canada ne peut survivre et prendre de l'expansion sans une entrée continue de capitaux étrangers, surtout des États-Unis. Tant que nous aurons cette obsession et cette autre selon laquelle toutes les politiques du gouvernement canadien doivent être orientées en vue du maintien du cours élevé du dollar